



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 31 du 1er août 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ☛ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr

- ☛ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1er août 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1186
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1186
CABINET.....	1186
Bureau des polices administratives.....	1186
Arrêté n° 20083781 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Blâmont.....	1186
Arrêté n° 20083887 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Dieulouard.....	1186
Arrêté n° 20083782 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Briey.....	1187
Arrêté n° 20083783 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Champigneulle.....	1188
Arrêté n° 20083885 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Blainville-sur-l'Eau.....	1188
Arrêté n° 20083883 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Badonviller.....	1189
Arrêté n° 20083784 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Colombey-les-Belles.....	1190
Arrêté n° 20120107 du 6 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Poste à Crévic.....	1190
Arrêté n° 20120106 du 6 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Poste à Baccarat.....	1191
Arrêté n° 20120108 du 6 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Poste à Tantonville.....	1192
Arrêté n° 20083692 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Centre Commercial Saint-Sébastien à Nancy.....	1193
Arrêté n° 20083671 du 6 juillet 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la Caisse d'Epargne Lorraine Champagne Ardenne à Blainville-sur-l'Eau.....	1194
Arrêté n° 20120059 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL SCHWARTZ CREATION à Blainville-sur-l'Eau.....	1194
Arrêté n° 20120087 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Station de Lavage Blainvilloise à Blainville-sur-l'Eau.....	1195
Arrêté n° 20120089 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL LUN'PATA à Moncel-lès-Lunéville.....	1196
Arrêté n° 20120077 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Brasserie Restaurant « CHEVAL BLANC » à Nancy.....	1197
Arrêté n° 20084534 du 3 juillet 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la Maternité Régionale Universitaire à Nancy.....	1198
Arrêté n° 20100616 du 3 juillet 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à l'Université de Lorraine, IUT NANCY BRABOIS à Villers-lès-Nancy.....	1199
Arrêté n° 20120101 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Mairie de Chenevières.....	1199
Arrêté n° 20120099 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'Agence Pôle Emploi de Lunéville.....	1200
Arrêté n° 20120104 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au 2 Quai de l'Île Saint-André à Lunéville.....	1201
Arrêté n° 20120083 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement à Saizerais.....	1202
Arrêté n° 20120076 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Complexe sportif, rue Robert SCHUMAN à Cosnes-et-Romain.....	1203
Arrêté n° 20120058 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Pharmacie du Marché à Nancy.....	1204
Arrêté n° 20120075 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à ANDREOR à Nancy.....	1205
Arrêté n° 20120088 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Pharmacie LAMBINET à Saulxures-lès-Nancy.....	1205
Arrêté n° 20120048 du 6 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Tabac « AU JEAN JAURES » à Longwy.....	1206
Arrêté n° 20120085 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Clinique Louis PASTEUR à Essey-lès-Nancy.....	1207
Arrêté n° 20120091 du 6 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Déchetterie à Einville-au-Jard.....	1208
Arrêté n° 20120092 du 18 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société « LES TRAVAILLEURS PROFESSIONNELS (L.T.P.) » à Saulxures-lès-Nancy.....	1209
Arrêté n° 20120073 du 18 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'Auto-Ecole ECF FRANCE à Nancy.....	1210
Arrêté n° 20120086 du 18 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à ALLO CASSE AUTO SARL à Velaine-en-Haye.....	1211
Arrêté n° 20120094 du 18 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à CUSTIN FORM à Custines.....	1212
Arrêté n° 20120060 du 18 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à NAILLON SAS à Villers-la-Montagne.....	1213
Arrêté n° 20120093 du 18 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à EURL SCI MILLIAN, Site matériaux et ABC LOC, à Blénod-lès-Pont-à-Mousson.....	1213
Arrêté n° 20120103 du 18 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'Association « LE PELICAN » à Jarville La Malgrange.....	1214
Arrêté n° 20120095 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Supermarché CARREFOUR CONTACT, SARL AES, à Custines.....	1215
Arrêté n° 20120071 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société PAUL HOLD AND CO, Hall « Arrivées », gare SNCF, à Nancy.....	1216
Arrêté n° 20120072 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société PAUL HOLD AND CO, Hall «Départs», gare SNCF, à Nancy.....	1217
Arrêté n° 20120098 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à CARREFOUR CITY/ JB FRERES à Neuves-Maisons.....	1218
Arrêté n° 20120061 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL JUCRILOR, Boutique BERENICE, à Nancy.....	1219
Arrêté n° 20120074 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société LC NANCY – LELY CENTER à Villers-lès-Nancy.....	1220
Arrêté n° 20120100 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société GIHP LORRAINE TRANSPORTS à Heillecourt.....	1221
Arrêté n° 20120097 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Magasin BEBE 9, SARL TOM ET LULU, à Mont-Saint-Martin.....	1221
Arrêté n° 20120078 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au commerce « AUX DELICES DE BYZANCE » à Varangéville.....	1222
Arrêté n° 20120057 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL FONTENAY INFORMATIQUE à Nancy.....	1223
Arrêté n° 20120054 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Boulangerie-Pâtisserie « LA GRANGE A PAIN », à Bouxières-aux-Dames.....	1224
Arrêté n° 20083748 du 16 juillet 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la Banque CIC, 15 boulevard de la Mothe, à Nancy.....	1225
Arrêté n° 20083393 du 16 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la BNP PARIBAS à Essey-lès-Nancy.....	1226
Arrêté n° 20120105 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à APPART CITY NANCY à Nancy.....	1226
Arrêté n° 20120079 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à CORA TOUL à Toul.....	1227
Arrêté n° 20120096 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à CHRONOPOST à Fléville-devant-Nancy.....	1228
Arrêté n° 20083956 du 16 juillet 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la Station de lavage AQUAJET à Baccarat.....	1229
Arrêté n° 20083548 du 16 juillet 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la SARL « L'AMI DU PAIN » à Laxou.....	1229
Arrêté n° 20120081 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL GEROPTIC, pour « LES OPTICIENS KRYYS », à Toul.....	1230
Arrêté n° 20120082 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à ZARA FRANCE à Nancy.....	1231

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Bureau des polices administratives***Arrêté n° 20083781 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Blâmont**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 1997, renouvelé par arrêté du 29 juin 2005, portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande présentée par M. le Responsable Sécurité du Crédit Agricole de Lorraine, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé Crédit Agricole de Lorraine, 11 rue du 18 novembre, 54450 BLAMONT ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 11 avril 1997 sus-visé, au Crédit Agricole de Lorraine est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083781.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Responsable Sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Monsieur le Responsable Sécurité du Crédit Agricole de Lorraine, au Maire de BLAMONT ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de Lunéville.

Nancy, le 6 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083887 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Dieulouard

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 1997, modifié par arrêté du 30 septembre 2008, portant autorisation d'un système de vidéoprotection;
VU la demande présentée par M. le Responsable Sécurité du Crédit Agricole de Lorraine, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé Crédit Agricole de Lorraine, 25 avenue du Général de GAULLE, 54380 DIEULOUARD ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 11 avril 1997 sus-visé, au Crédit Agricole de Lorraine est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083887.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Responsable Sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Monsieur le Responsable Sécurité du Crédit Agricole de Lorraine, ainsi qu'au Maire de DIEULOUARD.

Nancy, le 6 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083782 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Briey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 9 avril 1997, modifié par arrêté du 15 février 2005, portant autorisation d'un système de vidéoprotection;
VU la demande présentée par M. le Responsable Sécurité du Crédit Agricole de Lorraine, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé Crédit Agricole de Lorraine, avenue Albert 1er, 54150 BRIEY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 9 avril 1997 sus-visé, au Crédit Agricole de Lorraine est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083782.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Responsable Sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Monsieur le Responsable Sécurité du Crédit Agricole de Lorraine, au Maire ainsi qu'à Madame la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 6 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083783 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Champigneulles

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 2005 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Responsable Sécurité du Crédit Agricole de Lorraine, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé Crédit Agricole de Lorraine, 4 rue de NANCY, 54250 CHAMPIGNEULLES ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 29 juin 2005 sus-visé, au Crédit Agricole de Lorraine est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083783.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Responsable Sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Monsieur le Responsable Sécurité du Crédit Agricole de Lorraine, ainsi qu'au Maire de CHAMPIGNEULLES.

Nancy, le 6 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083885 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Blainville-sur-l'Eau

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 1997, modifié par arrêté du 30 septembre 2008, portant autorisation d'un système de vidéoprotection;
VU la demande présentée par M. le Responsable Sécurité du Crédit Agricole de Lorraine, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé Crédit Agricole de Lorraine, 25 avenue Pierre SEMARD, 54360 BLAINVILLE SUR L'EAU ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 11 avril 1997 sus-visé, au Crédit Agricole de Lorraine est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083885.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Responsable Sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Monsieur le Responsable Sécurité du Crédit Agricole de Lorraine, au Maire de BLAINVILLE SUR L'EAU ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 6 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083883 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Badonviller

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 9 avril 1997, modifié par arrêté du 18 novembre 2005, portant autorisation d'un système de vidéoprotection;
VU la demande présentée par M. le Responsable Sécurité du Crédit Agricole de Lorraine, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé Crédit Agricole de Lorraine, 8 rue du Maréchal Foch, 54540 BADONVILLER ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 9 avril 1997 sus-visé, au Crédit Agricole de Lorraine est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083883.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Responsable Sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Monsieur le Responsable Sécurité du Crédit Agricole de Lorraine, au Maire de BADONVILLER ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 6 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083784 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Crédit Agricole de Lorraine à Colombey-les-Belles

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 avril 1997, renouvelé par arrêté du 29 juin 2005, portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par M. le Responsable Sécurité du Crédit Agricole de Lorraine, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé Crédit Agricole de Lorraine, 7 rue Alexandre III, 54170 COLOMBEY LES BELLES ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 9 avril 1997 sus-visé, au Crédit Agricole de Lorraine est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083784.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Responsable Sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Monsieur le Responsable Sécurité du Crédit Agricole de Lorraine, au Maire de COLOMBEY LES BELLES ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 6 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120107 du 6 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Poste à Crévic

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé à LA POSTE, 24 rue du Maréchal FOCH, 54110 CREVIC ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120107.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Directeur d'établissement.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, et dont une copie sera transmise au Maire de CREVIC ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 6 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120106 du 6 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Poste à Baccarat

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé à LA POSTE, place du MARCHE, 54120 BACCARAT ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120106.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Directeur d'établissement.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, et dont une copie sera transmise au Maire de BACCARAT ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 6 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120108 du 6 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Poste à Tantonville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé à LA POSTE, 24 rue des Frères TOURTEL, 54116 TANTONVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120108.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Directeur d'établissement.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Directeur Territorial Sûreté de LA POSTE, et dont une copie sera transmise au Maire de TANTONVILLE.

Nancy, le 6 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083692 du 6 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection au Centre Commercial Saint-Sébastien à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997, modifié par arrêté du 1er octobre 2007, portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande présentée par Monsieur Michel CRABOUILLET, Responsable du Département Sécurité de la Caisse d'Epargne Lorraine Champagne Ardenne, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé Centre Commercial SAINT SEBASTIEN, rue des PONTS, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 sus-visé, à la Caisse d'Epargne Lorraine Champagne Ardenne est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083692.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Michel CRABOUILLET, Responsable du Département Sécurité

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Monsieur Michel CRABOUILLET, Responsable du Département Sécurité pour la Caisse d'Epargne Lorraine Champagne Ardenne, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 6 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083671 du 6 juillet 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la Caisse d'Epargne Lorraine Champagne Ardenne à Blainville-sur-l'Eau

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997, renouvelé par arrêté du 29 octobre 2010, portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification du système de vidéoprotection autorisé situé Caisse d'Epargne Lorraine Champagne Ardenne, 46 avenue Pierre SEMARD, 54360 BLAINVILLE SUR L'EAU, présentée par Monsieur Michel CRABOUILLET, Responsable du Département Sécurité ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Michel CRABOUILLET, Responsable du Département Sécurité de la Caisse d'Epargne Lorraine Champagne Ardenne est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083671.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Responsable de la Sécurité des personnes et des biens

Article 3 – Les modifications portent sur le nombre de caméras intérieures qui passe de 3 à 7 caméras.

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Michel CRABOUILLET, Responsable du Département Sécurité de la Caisse d'Epargne Lorraine Champagne Ardenne, au Maire de BLAINVILLE SUR L'EAU ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 6 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120059 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL SCHWARTZ CREATION à Blainville-sur-l'Eau

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Jacky SCHWARTZ, gérant de la SARL SCHWARTZ CREATION, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 44 avenue Pierre SEMARD, 54360 BLAINVILLE SUR L'EAU ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Jacky SCHWARTZ, gérant de la SARL SCHWARTZ CREATION est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120059.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Jacky SCHWARTZ, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 18 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jacky SCHWARTZ, gérant de la SARL SCHWARTZ CREATION, et dont une copie sera transmise au Maire de BLAINVILLE SUR L'EAU ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 3 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120087 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Station de Lavage Blainvilloise à Blainville-sur-l'Eau

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Gérard BONNET, gérant de la STATION DE LAVAGE BLAINVILLOISE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 8 route de MONT-SUR-MEURTHE, 54360 BLAINVILLE SUR L'EAU ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Gérard BONNET, gérant de la STATION DE LAVAGE BLAINVILLOISE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120087.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Gérard BONNET, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Gérard BONNET, gérant de la STATION DE LAVAGE BLAINVILLOISE, et dont une copie sera transmise au Maire de BLAINVILLE SUR L'EAU ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 3 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120089 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL LUN'PATA à Moncel-lès-Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Olivier LEPICIER, gérant de la SARL LUN'PATA, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Rue Hélène BOUCHER, 54300 MONCEL LES LUNEVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Olivier LEPICIER, gérant de la SARL LUN'PATA est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120089.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Olivier LEPICIER, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Olivier LEPICIER, gérant de la SARL LUN'PATA, et dont une copie sera transmise au Maire de MONCEL LES LUNEVILLE, ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 3 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120077 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Brasserie Restaurant « CHEVAL BLANC » à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Farid ZENDJEBIC, gérant de la brasserie restaurant « CHEVAL BLANC », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 546 rue Raymond PINCHARD, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Farid ZENDJEBIC, gérant de la brasserie restaurant « CHEVAL BLANC » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120077.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Farid ZENDJEBIC, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Farid ZENDJEBIC, gérant de la brasserie restaurant « CHEVAL BLANC », et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 3 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20084534 du 3 juillet 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la Maternité Régionale Universitaire à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2003, modifié par arrêté du 15 avril 2005, portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé à la Maternité Régionale Universitaire, sise 10, rue du Docteur Heydenreich à Nancy, présentée par le directeur de l'établissement ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – Le directeur de la Maternité Régionale Universitaire de NANCY est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20084534.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 octobre 2003 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Julien CORNU, Responsable du Service Sécurité

Article 3 – Les modifications portent :

- Sur le nombre de caméras intérieures qui passe de 0 à 28 caméras ;

- Sur le nombre de caméras extérieures qui passe de 5 à 23 caméras ;

- Sur le périmètre visionné par les caméras extérieures, constitué par les rues suivantes :

* Rue du Docteur HEYDENREICH

* Rue de l'Abbé GREGOIRE

* Rue du Docteur LIEBAULT

* Rue de NABECOR

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 5 – Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Julien CORNU, Responsable du Service Sécurité ainsi qu'au Maire de la commune de NANCY.

Nancy, le 3 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20100616 du 3 juillet 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à l'Université de Lorraine, IUT NANCY BRABOIS à Villers-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 9 avril 1997, renouvelé par arrêté du 13 novembre 2006 et modifié le 1er avril 2011, portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé l'UNIVERSITE DE LORRAINE, IUT NANCY BRABOIS, rue Doyen URION, 54601 VILLERS LES NANCY, présentée par M. Eddy BAJIC, Directeur ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Eddy BAJIC, Directeur de l'IUT NANCY BRABOIS est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20100616.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 9 avril 1997 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Eddy BAJIC, Directeur

Article 3 – Les modifications portent sur le nombre de caméras extérieures qui passe de 5 à 7 caméras

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Eddy BAJIC, Directeur de l'IUT NANCY BRABOIS ainsi qu'au Maire de VILLERS LES NANCY.

Nancy, le 3 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120101 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Mairie de Chenevières

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Madame le Maire de la commune de CHENEVIÈRES, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 11 route des Vosges - 54122 CHENEVIÈRES ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Madame le Maire de la commune de CHENEVIÈRES est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120101.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame le Maire.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame le Maire de CHENEVIERES, et dont une copie sera transmise au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 3 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120099 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'Agence Pôle Emploi de Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Thierry CLECH, Directeur Administratif et Financier pour Pôle Emploi Lorraine, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé agence Pôle Emploi de LUNEVILLE, 1 bis rue Charles RIVOLET, 54300 LUNEVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Thierry CLECH, Directeur Administratif et Financier pour Pôle Emploi Lorraine est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120099.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Thierry FELTIN, Directeur.

Article 3 – Aucun enregistrement des images n'est prévu dans le système de vidéoprotection.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Thierry CLECH, Directeur Administratif et Financier pour Pôle Emploi Lorraine, et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 3 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120104 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au 2 Quai de l'Île Saint-André à Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Didier BAHIN, Responsable Technique du Château de LUNEVILLE pour le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 2 Quai de l'Île SAINT ANDRE, 54300 LUNEVILLE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Didier BAHIN, Responsable Technique du Château de LUNEVILLE pour le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120104.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Didier BAHIN, responsable technique.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des

images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Didier BAHIN, Responsable Technique du Château de LUNEVILLE pour le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 3 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120083 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement à Saizerais

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement à SAIZERAIS par les adresses suivantes :

- Salle Multiactivité
- Place Adrien TOUSSAINT
- Chemin des VIGNES

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet

ARRETE

Article 1er – Madame le Maire de la commune de SAIZERAIS est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120083.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame le Maire.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'à Madame le Maire de SAIZERAIS.

Nancy, le 3 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120076 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Complexe sportif, rue Robert SCHUMAN à Cosnes-et-Romain

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. le Maire de la commune de COSNES ET ROMAIN, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Complexe sportif, rue Robert SCHUMAN, 54400 COSNES ET ROMAIN ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Maire de la commune de COSNES ET ROMAIN est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120076.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la Mairie de COSNES ET ROMAIN.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Maire de la commune de COSNES ET ROMAIN, et dont une copie sera transmise à Mme la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 3 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120058 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Pharmacie du Marché à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Nicolas MULLER, gérant de la PHARMACIE DU MARCHE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 89 rue SAINT DIZIER, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Nicolas MULLER, gérant de la PHARMACIE DU MARCHE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120058.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Nicolas MULLER, gérant de la PHARMACIE DU MARCHE

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 02 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Nicolas MULLER, gérant de la PHARMACIE DU MARCHE, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 3 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120075 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à ANDREOR à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Madame Agnès GAVA, gérante de ANDREOR, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 55 rue STANISLAS, 54000 NANCY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Madame Agnès GAVA, gérante de ANDREOR est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120075.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Agnès GAVA, gérante.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Agnès GAVA, gérante de ANDREOR, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 3 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120088 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Pharmacie LAMBINET à Saulxures-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Madame Martine LAMBINET, gérante de la Pharmacie LAMBINET, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 76 rue de Tomblaine, 54420 SAULXURES-LES-NANCY ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Madame Martine LAMBINET, gérante de la Pharmacie LAMBINET est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120088.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Martine LAMBINET, gérante.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Martine LAMBINET, gérante de la Pharmacie LAMBINET, et dont une copie sera transmise au Maire de SAULXURES LES NANCY.

Nancy, le 3 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120048 du 6 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Tabac « AU JEAN JAURES » à Longwy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Mme Ghislaine REGNIER, gérante du tabac « AU JEAN JAURES » concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 69 rue Jean JAURES, 54400 LONGWY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Mme Ghislaine REGNIER, gérante du tabac « AU JEAN JAURES » est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120048.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Ghislaine REGNIER, gérante.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

Article 4 – Le système est composé de 8 caméras intérieures.

Article 5 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 6 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 7 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 8 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 9 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 10 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 11 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 12 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 13 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 14 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Ghislaine REGNIER, gérante du tabac « AU JEAN JAURES », et dont une copie sera transmise au Maire de LONGWY ainsi qu'à Madame la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 6 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120085 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Clinique Louis PASTEUR à Essey-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. le Docteur Philippe TOURRAND, Président de la Clinique LOUIS PASTEUR, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 7 rue PARMENTIER, 54271 ESSEY LES NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le Docteur Philippe TOURRAND, Président de la Clinique LOUIS PASTEUR est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120085.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. le Docteur Philippe TOURRAND, Président.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le Docteur Philippe TOURRAND, Président de la Clinique LOUIS PASTEUR, et dont une copie sera transmise au Maire de ESSEY LES NANCY.

Nancy, le 3 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120091 du 6 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Déchetterie à Einville-au-Jard

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Madame la Directrice de la Communauté de Communes du Pays du SANON, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé à la Déchetterie, Ancien Chemin Rural d'EINVILLE, 54370 EINVILLE AU JARD ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Madame la Directrice de la Communauté de Communes du Pays du SANON est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120091.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Delphine LUCE, Directrice de la Communauté de Communes du Pays du SANON.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Delphine LUCE, Directrice de la Communauté de Communes du Pays du SANON, et dont une copie sera transmise au Maire de EINVILLE AU JARD ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 6 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120092 du 18 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société « LES TRAVAILLEURS PROFESSIONNELS (L.T.P.) » à Saulxures-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Evaristo DA COSTA, gérant de la société « LES TRAVAILLEURS PROFESSIONNELS (L.T.P.) », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 8 rue d'ESSEY, 54420 SAULXURES LES NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Evaristo DA COSTA, gérant de la société « LES TRAVAILLEURS PROFESSIONNELS (L.T.P.) » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120092.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Evaristo DA COSTA, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des

images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Evaristo DA COSTA, gérant de la société « LES TRAVAILLEURS PROFESSIONNELS (L.T.P.) », et dont une copie sera transmise au Maire de SAULXURES LES NANCY.

Nancy, le 18 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120073 du 18 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'Auto-Ecole ECF FRANCE à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Madame Isabelle JANDRIC, co-gérante de la SARL ISALEX, auto-école ECF FRANCE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 74 rue de LAXOU, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Madame Isabelle JANDRIC, co-gérante de la SARL ISALEX, auto-école ECF FRANCE est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120073.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Isabelle GRIMM, co-gérante.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Isabelle JANDRIC, co-gérante de la SARL ISALEX, auto-école ECF FRANCE, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 18 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120086 du 18 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à ALLO CASSE AUTO SARL à Velaine-en-Haye

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Philippe BROUTIN, gérant de ALLO CASSE AUTO SARL, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 13 route de TOUL, 54840 VELAIN EN HAYE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Philippe BROUTIN, gérant de ALLO CASSE AUTO SARL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120086.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Philippe BROUTIN, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Philippe BROUTIN, gérant de ALLO CASSE AUTO SARL, et dont une copie sera transmise au Maire de VELAIN EN HAYE ainsi qu'à Monsieur le Sous-Préfet de TOUL. Nancy, le 18 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120094 du 18 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à CUSTIN FORM à Custines

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur André BRIOLET, président de CUSTIN FORM, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 83 rue De LATTRE DE TASSIGNY, 54670 CUSTINES ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur André BRIOLET, gérant de CUSTIN FORM est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120094.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur André BRIOLET, président.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur André BRIOLET, président de CUSTIN FORM, et dont une copie sera transmise au Maire de CUSTINES. Nancy, le 18 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120060 du 18 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à NAILLON SAS à Villers-la-Montagne

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Philippe NAILLON, Directeur de NAILLON SAS, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Zone Industrielle, Route d'Hussigny, 54920 VILLERS LA MONTAGNE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Philippe NAILLON, Directeur de NAILLON SAS est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120060.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Philippe NAILLON, directeur.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 8 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Philippe NAILLON, Directeur de NAILLON SAS, et dont une copie sera transmise au Maire de VILLERS LA MONTAGNE ainsi qu'à Madame la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 18 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120093 du 18 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à EURL SCI MILLIAN, Site matériaux et ABC LOC, à Blénod-lès-Pont-à-Mousson

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
 VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
 VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
 VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
 VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
 VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Cyrille COLLAS, gérant des sociétés EURL SCI MILLIAN, Site matériaux et ABC LOC, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Chemin des ROUVES, 54700 BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON ;
 VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
 SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Cyrille COLLAS, gérant des sociétés EURL SCI MILLIAN, Site matériaux et ABC LOC, est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120093.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Cyrille COLLAS, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Cyrille COLLAS, gérant des sociétés EURL SCI MILLIAN, Site matériaux et ABC LOC, et dont une copie sera transmise au Maire de BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 18 juillet 2012

Le Préfet,
 Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
 Directrice de Cabinet,
 Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120103 du 18 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à l'Association « LE PELICAN » à Jarville La Malgrange

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
 VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
 VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
 VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
 VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
 VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
 VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
 VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
 VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
 VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Jean-Charles RAMELLI, Président de l'association « LE PELICAN », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Foyer Jean STAUFFER, 1 rue Gabriel FAURE, 54140 JARVILLE LA MALGRANGE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Jean-Charles RAMELLI, Président de l'association « LE PELICAN » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120103.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le système est autorisé sous réserve que le champ de vision de la caméra extérieure numéro 5 soit baissé, de façon à ne pas visionner l'immeuble privatif situé à l'extérieur du périmètre du foyer Jean STAUFFER.

Article 3 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du siège de l'association « LE PELICAN », sis 79, rue des 4 Eglises à Nancy (54000).

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

Article 5 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 6 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 7 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 8 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 9 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 10 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 11 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 12 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 13 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 14 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-Charles RAMELLI, Président du Conseil d'Administration de l'association « LE PELICAN », et dont une copie sera transmise au Maire de JARVILLE LA MALGRANGE.

Nancy, le 18 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120095 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Supermarché CARREFOUR CONTACT, SARL AES, à Custines

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Eric SCHNEIDER, gérant du supermarché CARREFOUR CONTACT, SARL AES, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 42 rue du Général LECLERC, 54670 CUSTINES ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Eric SCHNEIDER, gérant du supermarché CARREFOUR CONTACT, SARL AES est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120095.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Eric SCHNEIDER, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Eric SCHNEIDER, gérant du supermarché CARREFOUR CONTACT, SARL AES, et dont une copie sera transmise au Maire de CUSTINES.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120071 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société PAUL HOLD AND CO, Hall « Arrivées », gare SNCF, à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Yannick COATRIEUX, pour la société PAUL HOLD AND CO, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Hall « Arrivées », gare SNCF, 3 Place THIERS, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Yannick COATRIEUX, pour la société PAUL HOLD AND CO est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120071.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Laurence LECLERC, Directrice.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Yannick COATRIEUX, pour la société PAUL HOLD AND CO, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120072 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société PAUL HOLD AND CO, Hall «Départs», gare SNCF, à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Yannick COATRIEUX, pour la société PAUL HOLD AND CO, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé Hall «Départs», gare SNCF, 3 Place THIERS, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Yannick COATRIEUX, pour la société PAUL HOLD AND CO est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120072.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Laurence LECLERC, Directrice.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Yannick COATRIEUX, pour la société PAUL HOLD AND CO, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120098 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à CARREFOUR CITY/ JB FRERES à Neuves-Maisons

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Johann BIGELOT, gérant de CARREFOUR CITY/ JB FRERES, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 26 rue du Capitaine CAILLON, 54230 NEUVES MAISONS ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Johann BIGELOT, gérant de, CARREFOUR CITY/ JB FRERES est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120098.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Johann BIGELOT, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Johann BIGELOT, gérant de, CARREFOUR CITY/ JB FRERES, et dont une copie sera transmise au Maire de NEUVES MAISONS.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120061 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL JUCRILOR, Boutique BERENICE, à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Madame Christine NOIRCIER, gérante de la SARL JUCRILOR, Boutique BERENICE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 28 rue Gambetta, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Madame Christine MOREL épouse NOIRCIER, gérante de la SARL JUCRILOR, Boutique BERENICE est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120061.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Christine NOIRCIER, gérante.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Christine NOIRCIER, gérante de la SARL JUCRILOR, Boutique BERENICE, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120074 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société LC NANCY – LELY CENTER à Villers-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Dominique BRABANT, gérant de la société LC NANCY – LELY CENTER, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 5 allée PELLETIER DOISY/ RENE FONCK, 54600 VILLERS LES NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Dominique BRABANT, gérant de la société LC NANCY – LELY CENTER est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120074.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Dominique BRABANT, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Dominique BRABANT, gérant de la société LC NANCY – LELY CENTER, et dont une copie sera transmise au Maire de VILLERS LES NANCY.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120100 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Société GIHP LORRAINE TRANSPORTS à Heillecourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Madame Martine GERARDIN, Directrice des Ressources Humaines pour la société GIHP LORRAINE TRANSPORTS, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 15 allée des Grands PAQUIS, 54180 HEILLECOURT ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – La société GIHP LORRAINE TRANSPORTS est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120100.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Olivier DAUB, Directeur des Transports.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Martine GERARDIN, Directrice des Ressources Humaines pour la société GIHP LORRAINE TRANSPORTS, et dont une copie sera transmise au Maire d'HEILLECOURT.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120097 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au Magasin BEBE 9, SARL TOM ET LULU, à Mont-Saint-Martin

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Lionel MAZURIE, gérant du magasin BEBE 9, SARL TOM ET LULU, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé ZAC POLE EUROPE, 54350 MONT SAINT MARTIN ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Lionel MAZURIE, gérant du magasin BEBE 9, SARL TOM ET LULU est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120097.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Lionel MAZURIE, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 07 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Lionel MAZURIE, gérant du magasin BEBE 9, SARL TOM ET LULU, et dont une copie sera transmise à Mairie de MONT SAINT MARTIN ainsi qu'à Madame la Sous-Préfète de BRIEY.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120078 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection au commerce « AUX DELICES DE BYZANCE » à Varangéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Madame Aseyia PAMUK, gérante du commerce « AUX DELICES DE BYZANCE », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 50 rue Gabriel PERI, 54110 VARANGEVILLE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Madame Aseyia PAMUK, gérante du commerce « AUX DELICES DE BYZANCE » est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120078.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Aseyia PAMUK, gérante.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Aseyia PAMUK, gérante du commerce « AUX DELICES DE BYZANCE », et dont une copie sera transmise au Maire de VARANGEVILLE.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120057 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL FONTENAY INFORMATIQUE à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Xavier MULLER, gérant de la SARL FONTENAY INFORMATIQUE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 48 rue des TIERCELINS, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Xavier MULLER, gérant de la SARL FONTENAY INFORMATIQUE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120057.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Xavier MULLER, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Xavier MULLER, gérant de la SARL FONTENAY INFORMATIQUE, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120054 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la Boulangerie-Pâtisserie « LA GRANGE A PAIN », à Bouxières-aux-Dames

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Vincent POTTIER, gérant de la boulangerie-pâtisserie « LA GRANGE A PAIN », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 36 rue Raymond POINCARE, 54136 BOUXIERES AUX DAMES ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Vincent POTTIER, gérant de la boulangerie-pâtisserie « LA GRANGE A PAIN » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120054.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Vincent POTTIER, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Vincent POTTIER, gérant de la boulangerie-pâtisserie « LA GRANGE A PAIN », et dont une copie sera transmise au Maire de BOUXIERES AUX DAMES.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083748 du 16 juillet 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la Banque CIC, 15 boulevard de la Mothe, à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2007 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé Banque CIC, 15 boulevard de la MOTHE, 54000 NANCY, présentée par Monsieur le Chargé de Sécurité du CIC ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – Le CIC est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083748.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 17 septembre 2007 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur le Chargé de Sécurité du CIC

Article 3 – Les modifications portent sur le nombre de caméras intérieures qui passe de 5 caméras à 3 caméras, ainsi que sur le droit d'accès aux images.

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur le Chargé de Sécurité du CIC ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083393 du 16 juillet 2012 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à la BNP PARIBAS à Essey-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
 VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
 VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
 VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
 VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
 VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
 VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
 VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
 VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
 VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2007 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;
 VU la demande présentée par Monsieur le Responsable Service Sécurité de la BNP PARIBAS, pour le renouvellement d'un système de vidéoprotection autorisé situé 65 avenue FOCH, 54270 ESSEY LES NANCY ;
 VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
 SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 15 janvier 2007 sus-visé, à la BNP PARIBAS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083393.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Responsable Point de vente ou Responsable Sécurité

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 5 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 6 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 7 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 8 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et sera notifié à Monsieur le Responsable du Service Sécurité de la BNP PARIBAS, ainsi qu'au Maire d'ESSEY LES NANCY.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
 Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
 Directrice de Cabinet,
 Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120105 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à APPART CITY NANCY à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
 VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
 VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
 VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
 VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
 VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
 VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
 VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
 VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
 VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Pierre VIGNA, Président de la Société Dom' Ville' Services' (Appart city Cap Affaires), concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé APPART CITY NANCY, 10 rue de CHALIGNY, 54000 NANCY ;
 VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
 SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Pierre VIGNA, Président de la Société Dom' Ville' Services' (Appart city Cap Affaires) est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120105.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du service informatique de la société.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Pierre VIGNA, Président de la Société Dom' Ville' Services' (Appart city Cap Affaires), et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120079 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à CORA TOUL à Toul

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Michel JACQUES, Manager Sécurité pour CORA TOUL, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé CORA TOUL, rue du Général BIGEARD, 54200 TOUL ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Le directeur de l'enseigne CORA à TOUL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120079.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Michel JACQUES, Manager Sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Michel JACQUES, Manager Sécurité pour CORA TOUL, et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120096 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à CHRONOPOST à Fléville-devant-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Yazid BENYACCOUB, Directeur d'agence CHRONOPOST, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 175 rue du Champ MOYEN, 54710 FLEVILLE DEVANT NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Yazid BENYACCOUB, Directeur d'agence CHRONOPOST est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120096.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Yazid BENYACCOUB, Directeur d'agence CHRONOPOST

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Yazid BENYACOUB, Directeur d'agence CHRONOPOST, et dont une copie sera transmise au Maire de FLEVILLE DEVANT NANCY.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083956 du 16 juillet 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la Station de lavage AQUAJET à Baccarat

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2007 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;

VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé Station de lavage AQUAJET, rue Charles PECATTE, 54120 BACCARAT, présentée par Monsieur Jean-François MAGDZIAREK, gérant ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Jean-François MAGDZIAREK, gérant de la station de lavage AQUAJET, est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083956.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 15 janvier 2007 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Jean-François MAGDZIAREK, gérant

Article 3 – Les modifications portent sur le nombre de caméras extérieures qui passe de 3 à 4 caméras.

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 5 – Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-François MAGDZIAREK, gérant de la station de lavage AQUAJET, au Maire de BACCARAT ainsi qu'au Sous-Préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20083548 du 16 juillet 2012 portant modification d'un système de vidéoprotection à la SARL « L'AMI DU PAIN » à Laxou

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 17 mai 2005 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé SARL « L'AMI DU PAIN », 19 rue Paul DEROULEDE, 54520 LAXOU, présentée par Monsieur Steve MARTIN, gérant ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Steve MARTIN, gérant de la SARL « L'AMI DU PAIN » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083548.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 17 mai 2005 susvisé.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Steve MARTIN, gérant

Article 3 – Les modifications portent sur le nom du propriétaire, le droit d'accès aux images et la durée d'enregistrement des images.

Article 4 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

Article 5 – Les délais et voies de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 6 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Steve MARTIN, gérant de la SARL L'AMI DU PAIN ainsi qu'au Maire de LAXOU.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120081 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à la SARL GEROPTIC, pour « LES OPTICIENS KRYS », à Toul

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Olivier GERSTENHABER, gérant de la SARL GEROPTIC, pour « LES OPTICIENS KRYS », concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé 13 rue CARNOT, 54200 TOUL ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Olivier GERSTENHABER, gérant de la SARL GEROPTIC, pour « LES OPTICIENS KRYS » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120081.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Murielle BOURBONNAIS, Directrice.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des

images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Olivier GERSTENHABER, gérant de la SARL GEROPTIC, pour « LES OPTICIENS KRYS », et dont une copie sera transmise au Maire ainsi qu'au Sous-Préfet de TOUL.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 20120082 du 16 juillet 2012 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection à ZARA FRANCE à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L.271-1 ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation, relative à la sécurité modifiée ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU le décret du 27 janvier 2012 modifiant le décret n° 96926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéoprotection pris pour l'application de la loi du 21 janvier 1995 et portant application de l'article L.126-1-1 du code de la construction et de l'habitation.

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application de la loi du 21 janvier 1995 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par Monsieur Jean-Jacques SALAUN, Directeur Général de ZARA FRANCE, concernant l'installation d'un système de vidéoprotection situé magasin ZARA, 16-24 rue Saint GEORGES, 54000 NANCY ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 18 juin 2012 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Le Directeur Général de ZARA FRANCE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20120082.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Yannick ROUVRAIS, Directeur Sécurité

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L.253-5 du code de la sécurité intérieure et des articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'article L.254-1 du code de la sécurité intérieure et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – Les voies et délais de recours figurent à l'annexe ci-jointe.

Article 13 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-Jacques SALAUN, Directeur Général de ZARA FRANCE, et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 16 juillet 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous souhaitez contester les présentes décisions administratives, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de leur notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.

- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB : En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

NB : Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

